SEMAINE de la LANGUE FRANÇAISE et de la FRANCOPHONIE COMMUNIQUÉ SIGNÉ PAR VINGT ASSOCIATIONS DE PROMOTION de la LANGUE FRANÇAISE et de la FRANCOPHONIE

Madame, Monsieur la Rédactrice/le Rédacteur en chef,

A l'occasion de la Journée (20 mars) et de la *Semaine mondiale de la Langue française et de la Francophonie*, et alors que, sans le moindre débat démocratique, notre langue commune est évincée dans toute une série de domaines au profit de l'anglo-américain, nous vous serions obligés de bien vouloir prendre connaissance du communiqué reproduit ci-dessous. Il est signé par vingt associations de promotion de la Langue française et de la Francophonie.

Comptant sur vous pour en faire connaître la teneur à vos lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, nous vous prions d'agréer nos salutations citoyennes les meilleures.

Nous sommes par ailleurs à votre disposition pour tout entretien téléphonique. Certes la pandémie en cours capte légitimement l'attention des médias, mais convenons que, sans ce premier service public de France, qu'est la langue française, toute idée de « faire nation » contre l'adversité serait privée de sens.

Pour les 20 associations signataires, Albert Salon, président d'honneur d'ALF (<u>albert.salon0638@orange.fr</u>; tel 01 45 32 42 84), Georges Gastaud, président de l'association CO.U.R.R.I.E.L. (<u>gastaudcrovisier2@wanadoo.fr</u>, 07 61 05 99 21)

COPIE A NOMBRE D'ÉLUS, DE RESPONSABLES ASSOCIATIFS, POLITIQUES ET SYNDICAUX ET DE RESPONSABLES PUBLICS

Semaine de la Langue française et de la Francophonie - COMMUNIQUÉ du COLLECTIF *RÉSISTANCE FRANCOPHONE*

Pour un Grand Débat sur la politique linguistique de la France et de l'Union européenne

Arrachage culturel ? Substitution délibérée de l'anglo-américain à la « langue de la République » (Constitution, art. II-a), qui est aussi celle de la Francophonie internationale ? Linguicide inavoué du français par ces « collabos de la pub et du fric » que fustigeait Michel Serres observant : « il y a plus d'anglais sur les murs de Paris qu'il n'y avait d'allemand sous l'Occupation » ?

Que ce soit dans la dénomination d'enseignes (entre 1000 exemples : La Fourchette devenant The Fork...), dans l'appellation de services publics (banque postale créant sa filiale Ma French Bank ; Ouigo de la SNCF), dans l'intitulé d'émissions (The Voice Kids, Tonight info...), dans l'enseignement : du primaire à l'Université, est violée sciemment par les responsables la loi Toubon : « le français est la langue de l'enseignement », une politique linguistique inavouable est méthodiquement appliquée par les élites politiques et économiques. Au plus haut niveau de l'État est promue à toute occasion la French Tech ou la Start Up Nation et des évènements officiels en France sont nommés Choose France, Make the planet great again, etc. On en vient à craindre un consentement français post-Brexit à ce que l'UE impose l'anglais « langue commune » (unique de travail), alors que l'anglais n'est plus langue officielle déclarée d'aucun grand pays de l'Union...

Face au basculement linguistique ainsi engagé, les associations groupées en collectif *Résistance francophone* exigent un GRAND DÉBAT SUR LA POLITIQUE LINGUISTIQUE de la FRANCE et de l'UNION EUROPÉENNE. Car la sauvegarde de la diversité culturelle et linguistique de l'humanité importe autant à son avenir que la défense de la diversité des espèces.

Liste des associations signataires : en PJ

LES SIGNATAIRES

Communiqué Presse 20mars 2020 – Liste des Associations Signataires

- Alliance Champlain (à Nouméa, Nouvelle Calédonie) : Daniel Miroux, président ;
- Association Francophonie Avenir (AFRAV) : Thierry Saladin, secrétaire général ;
- Association pour la promotion de la Francophonie en Flandre (APFF ; Belgique) : Edgar Fonck, directeur ;
- Athena (UE; Luxembourg): Anna Maria Campogrande, présidente;
- Avenir de la Langue française (ALF) : Albert Salon, président d'honneur) ;
- Carrefour des Acteurs sociaux (CAS): Catherine Distinguin, directrice du pôle francophone);
- Cercle littéraire des Écrivains cheminots (CLEC) : Philippe Deniard, président ;
- Centre d'études et de réflexion sur le monde francophone (CERMF) : Ilyès Zouari, président) ;
- COURRIEL : Georges Gastaud, président ;
- Défense de la Langue française (DLF) : Marceau Déchamps, secrétaire général ;
- Défense de la Langue française en Île de France (DLF-Paris): Marc Favre d'Échallens, président ;
- Défense de la Langue française en pays de Savoie : Philippe Reynaud, président ;
- Droit de Comprendre (DDC) : Marc Favre d'Échallens, président ;
- Forum francophone international (FFI-France) : Albert Salon, président ;
- Forum francophone international (FFI-Québec) : François Gauthier, président ;
- Forum pour la France (FpF) : Henri Fouquereau, secrétaire général ;
- Francophonie Force oblige (FFO) : Alain Ripaux, président ;
- Impératif français (Québec) : Jean-Paul Perreault, président ;
- Institut Culture, Économie, Géopolitique (ICEG) : Yves Montenay, président ;
- République exemplaire : Michel Le Net, président ;
- Syndicat gardois CGT du Commerce, de la Distribution et des Services : Stéphane Leroux, secrétaire ;